

**Art. 33.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs, wordt opgeheven.

**Art. 34.** Artikel 6, § 1, van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt opgeheven.

Artikel *6bis*, § 2, van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt opgeheven.

**Art. 35.** De artikelen 10 tot 13 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, worden geschrapt.

**Art. 36.** In de artikelen 19 en 20 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "krachtens het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "krachtens het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs".

#### HOOFDSTUK VII. — *Slofbepaling*

**Art. 37.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017, behalve de artikelen 1 en 28, die in werking treden op de datum vastgesteld door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 2016.

De Minister-President,  
Rudy DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
Alda GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
Rachid MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
Marie-Martine SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
André FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen  
Isabelle SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 339-1. - Verslag nr. 339-2.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 26 oktober 2016.

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30029]

#### 23 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à coordonner la prévention de la maltraitance des enfants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980, les articles 20 et 87, tels que modifiés ;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 27 tel que modifié ;

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les articles 17 à 21 ;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 5 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 octobre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2015 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°60.154/2, donné le 17 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées ;

Considérant que le protocole de collaboration intersectoriel visant à développer la prévention de la maltraitance en Fédération Wallonie-Bruxelles signé le 11 juillet 2013, a constitué une étape dans la mise en œuvre d'une coordination des actions menées en matière de prévention de la maltraitance mais qu'il convient que celle-ci dispose d'une assise réglementaire plus solide et qu'elle soit instituée par le biais d'un arrêté du Gouvernement ;

Sur proposition du Ministre de l'Aide à la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application du titre IV « La formation des intervenants et l'information des enfants et du grand public » du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, il est institué :

1<sup>o</sup> un Comité directeur de prévention de la maltraitance, en abrégé le Comité directeur ;

2<sup>o</sup> une Coordination de la prévention de la maltraitance, en abrégé la Coordination ;

3° un Comité de projets de la prévention de la maltraitance, en abrégé le Comité de projets.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité directeur constitue un lieu de concertation et de coordination des politiques de prévention de la maltraitance entre les Services du Gouvernement de la Communauté française et l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Sont membres du Comité directeur avec voix délibérative :

- 1° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant qui en assure la présidence ;
- 2° l'Administrateur général de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ou son représentant ;
- 3° l'Administrateur général de l'Aide à la jeunesse ou son représentant ;
- 4° l'Administrateur général des Maisons de justice ou son représentant ;
- 5° l'Administrateur général de l'Enseignement ou son représentant ;
- 6° l'Administrateur général du Sport ou son représentant ;
- 7° l'Administrateur général de la Culture ou son représentant ;
- 8° le directeur de la Coordination de la prévention de la maltraitance ;
- 9° un représentant du Ministre qui a la prévention de la maltraitance dans ses attributions.

Le Comité directeur se réunit au minimum deux fois par an et adopte un règlement d'ordre intérieur à approuver par le Gouvernement de la Communauté française.

Les décisions et avis sont pris à la majorité simple.

La Coordination assure le secrétariat du Comité directeur.

Le président peut inviter à titre gratuit des experts, intervenants de terrain ou toute autre personne susceptible d'éclairer les travaux du Comité directeur.

§ 2. Chaque année, le Comité directeur adopte un projet de plan de prévention triennal de la maltraitance à horizon glissant sur base des propositions formulées par le Comité de projets visé à l'article 4, soumis au Gouvernement de la Communauté française et au Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le plan de prévention triennal de la maltraitance comprend :

- le programme transversal de prévention de la maltraitance de la Coordination ;
- les programmes de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;
- les programmes des autres services du Gouvernement.

Après approbation de ce projet de plan de prévention triennal de la maltraitance, par le Gouvernement de la Communauté française et le Conseil d'Administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour ce qui relève de ses programmes, le Comité directeur veille à sa mise en place et à son évaluation.

Le Comité directeur transmet pour information le plan de prévention triennal de la maltraitance au Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse.

Dans un souci d'optimisation des ressources, le Comité directeur est particulièrement attentif à la bonne articulation entre les instances communautaires et celles qui sont décentralisées.

§ 3. Le Comité rend, sur demande ou d'initiative, des avis au Gouvernement de la Communauté française relatifs à la prévention de la maltraitance.

Il rend son avis dans les trois mois de la demande du Gouvernement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La Coordination est instituée au sein du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française et sa direction est assurée par un agent de rang 12 au moins.

§ 2. La Coordination est chargée de mettre en œuvre un programme transversal de prévention de la maltraitance.

Dans le cadre du programme transversal de prévention de la maltraitance, la Coordination :

- 1° coordonne un programme communautaire de formation pour les intervenants de 1<sup>ère</sup> ligne mis en place par les différentes entités administratives ;
- 2° construit des outils de sensibilisation et d'information des professionnels visant à améliorer les pratiques dans une approche transversale et dans le cadre d'une prise en charge coordonnée des situations de maltraitance ;
- 3° met en œuvre des campagnes transversales d'information ou de sensibilisation à destination du grand public, des parents ou des enfants qui s'organisent en soutien à l'action des professionnels.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Afin de remplir ses missions, il est créé au sein de la Coordination, un Comité de projets.

§ 2. Le Comité de projets est le lieu de construction commune du programme transversal de prévention de la maltraitance qui se réunit au minimum une fois par mois.

Chaque année, il rédige une proposition de plan de prévention triennal de la maltraitance à horizon glissant qu'il soumet au Comité directeur.

La proposition fait l'état des projets de l'année écoulée ainsi que de la programmation à venir.

§ 3. L'Office de la Naissance et de l'Enfance, l'Administration générale de l'Aide à la jeunesse, l'Administration générale des Maisons de Justice, l'Administration générale de l'Enseignement, la Direction générale de la Culture – Service Jeunesse désignent chacun auprès de la coordination un Correspondant permanent.

Les Correspondants permanents sont chargés de participer de manière régulière aux travaux de la Coordination, d'y représenter la politique de leur administration de tutelle, de garantir la transversalité et d'assurer la construction et la mise en place du programme transversal de prévention de la maltraitance.

L'Administration générale du Sport, le Délégué général aux droits de l'enfant, l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse désignent chacun auprès de la Coordination un agent de liaison chargé de l'éclairer et de l'assister dans la mise en place du programme transversal de prévention de la maltraitance.

§ 4. Sont membres de droit au Comité de projets, avec voix délibérative :

- 1° le directeur de la Coordination qui en assure la présidence ;

2° les correspondants permanents désignés conformément au paragraphe 3.

Sont membres invités au Comité de projets, avec voix consultative :

1° à titre permanent : les représentants des Ministres de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, de l'Education et de la Recherche Scientifique ;

2° en fonction des ordres du jour : les représentants du Ministre-Président, ainsi que des Ministres de la Culture et des Sports.

Le président peut inviter de manière ponctuelle ou régulière les agents de la Coordination, les agents de liaison visés au § 3, alinéa 3, des experts, intervenants de terrain ou toute autre personne susceptible d'éclairer les travaux du Comité de projets.

Les experts extérieurs aux Services du Gouvernement et à l'Office de la Naissance et de l'Enfance perçoivent un jeton de présence de maximum 50 euros de l'heure.

§ 5. Les décisions du Comité de projets se prennent par consensus entre les membres présents.

A défaut d'obtenir ce consensus, les décisions visées à l'alinéa précédent se prennent à la majorité simple.

**Art. 5.** Le Ministre ayant la prévention de la maltraitance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2016.

Le Ministre-Président,  
Rœ DEMOTTE

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de  
Bruxelles,  
R. MADRANE

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30029]

#### 23 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende coördinatie van de preventie inzake mishandelde kinderen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de artikelen 20 en 87, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 27 zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, de artikelen 17 tot 21;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 5 september 2016;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 oktober 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 oktober 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 oktober 2015;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 60.154/2, gegeven op 17 oktober 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het intersectorale samenwerkingsprotocol dat ertoe strekt de mishandeling van kinderen te voorkomen in de Wallonië – Brussel Federatie, getekend op 11 juli 2013, een stap was in het implementeren van een coördinatie van de acties gevoerd inzake preventie van de mishandeling van kinderen maar dat deze preventie een stevigere reglementaire basis moet hebben en dat ze ingesteld zou moeten worden dankzij een besluit van de Regering;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Met toepassing van titel IV "De opleiding voor optredende personen en de voorlichting van kinderen en het grote publiek" van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen, worden ingesteld:

1° een leidinggevend comité inzake preventie van mishandeling, afgekort "het leidinggevend comité";

2° een Coördinatie inzake preventie van mishandeling, afgekort "Coördinatie";

3° een Comité voor projecten inzake preventie van mishandeling, afgekort "het Comité voor projecten".

**Art. 2.** § 1. Het leidinggevend comité is een overleg- en coördinatieplaats voor de beleidslijnen inzake preventie van mishandeling tussen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Worden stemgerechtigd lid van het leidinggevend comité:

1° de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of zijn afgevaardigde, die er voorzitter van is;

2° de administrateur-generaal van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" of zijn afgevaardigde;

3° de administrateur-generaal van de Hulpverlening aan de Jeugd of zijn afgevaardigde;

4° de administrateur-generaal van de Justitiehuisen of zijn afgevaardigde;

5° de administrateur-generaal van het Onderwijs of zijn afgevaardigde;

6° de administrateur-generaal van Sport of zijn afgevaardigde;

7° de administrateur-generaal van Cultuur of zijn afgevaardigde;

8° de directeur van de Coördinatie inzake preventie van mishandeling;

9° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de preventie van mishandeling.

Het leidinggevend comité vergadert minimum tweemaal om het jaar en neemt een huishoudelijk reglement aan dat door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd moet worden.

De beslissingen en adviezen worden bij de gewone meerderheid van de stemmen genomen.

De Coördinatie neemt het secretariaat van het leidinggevend comité waar.

De voorzitter kan kosteloos deskundigen, praktijkwerkers of elke andere persoon die de activiteiten van het leidinggevend comité kan begeleiden, op de vergaderingen uitnodigen.

§ 2. Om het jaar, neemt het leidinggevend comité een ontwerp van driejaarlijks preventieplan inzake mishandeling met veranderende doelstelling aan op basis van de voorstellen geformuleerd door het Comité voor de projecten bedoeld bij artikel 4, voorgelegd aan de Regering van de Franse Gemeenschap en aan de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Het driejaarlijks preventieplan inzake mishandeling omvat:

- het transversale preventieplan van mishandeling van de Coördinatie;
- de plannen van de Office de la Naissance et de l'Enfance;
- de plannen van de andere diensten van de Regering.

Na goedkeuring van dit ontwerp van driejaarlijks plan voor preventie van mishandeling door de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wat betreft zijn plannen, zorgt het leidinggevende comité voor de implementering en de evaluatie ervan.

Het leidinggevend comité zendt ter informatie het driejaarlijks plan voor preventie inzake mishandeling over aan de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Met het oog op de optimalisering van bronnen, zorgt het leidinggevend comité bijzonder voor de goede samenwerking tussen de gemeenschapsinstellingen en de gedecentraliseerde instellingen.

§ 3. Op verzoek of op eigen initiatief, brengt het Comité adviezen uit ten behoeve van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de preventie van mishandeling.

Het brengt zijn advies uit binnen de drie maanden na de aanvraag van de Regering.

**Art. 3.** § 1. De Coördinatie wordt ingesteld binnen het Algemeen secretariaat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leiding ervan wordt door een ambtenaar van minstens rang 12 waargenomen.

§ 2. De Coördinatie wordt ermee belast een transversaal plan te implementeren voor de preventie van mishandeling.

In het kader van het transversaal plan voor de preventie van mishandeling:

1° coördineert de Coördinatie een gemeenschapsopleidingsplan voor de eerstelijnoptredende personen ingesteld door verschillende administratieve entiteiten;

2° creëert de Coördinatie voor professionelen sensibiliserings- en informatie-instrumenten die ertoe strekken de praktijken te verbeteren inzake transversale aanpak en in het kader van een gecoördineerde remediering van toestanden van mishandeling;

3° implementeert de Coördinatie transversale informatiecampagnes of sensibiliseringscampagnes ter bestemming van het grote publiek, ouders of kinderen die zich organiseren om de actie van professionelen te ondersteunen.

**Art. 4.** § 1. Om haar opdrachten te vervullen, wordt binnen de Coördinatie een Comité voor de projecten opgericht.

§ 2. Het Comité voor projecten is de plaats waar gemeenschappelijk het transversale plan voor de preventie van mishandeling wordt opgesteld. Vergaderingen worden minstens een maal om de maand georganiseerd.

Elk jaar, stelt het een voorstel van driejaarlijks plan voor de preventie van mishandeling op met veranderende doelstelling dat aan het leidinggevend comité wordt voorgelegd.

Het voorstel maakt de balans op van de staat van de projecten van het verlopen jaar alsook van de komende projecten.

§ 3. De "Office de la Naissance et de l'Enfance", het Algemeen bestuur Hulpverlening aan de Jeugd, het Algemeen bestuur van Justitiehuisen, het Algemeen bestuur Onderwijs, de Algemene directie Cultuur – Dienst Jeugd, wijzen, ieder, een vast correspondent bij de coördinatie aan.

Vaste correspondenten worden ermee belast regelmatig de werkzaamheden van de Coördinatie bij te wonen, het beleid van hun voorgedijbestuur te vertegenwoordigen, voor de transversaliteit te zorgen en voor de bouw en de implementering van het transversaal plan inzake preventie van de mishandeling te zorgen.

Het Algemeen bestuur Sport, de Algemene afgevaardigde voor kinderrechten, het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd wijzen ieder een verbindingsambtenaar aan bij de Coördinatie belast met het toelichten en het bijstaan bij het uitwerken van een transversaal plan voor de preventie van mishandeling.

§ 4. Worden van rechtswege en stemgerechtigd lid van het Comité voor de projecten :

- 1° de directeur van de Coördinatie die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° de vaste correspondenten aangewezen overeenkomstig paragraaf 3.

Worden uitgenodigd op het Comité voor projecten, met raadgevende stem:

1° vast: de vertegenwoordigers van de Ministers van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

2° in functie van de agenda: de vertegenwoordigers van de Minister-President, alsook van de Ministers van Cultuur en Sport.

De voorzitter kan eenmalig of regelmatig ambtenaren van de Coördinatie uitnodigen alsook de verbindingsambtenaren bedoeld bij § 3, derde lid, de deskundigen, praktijkwerkers of enige andere persoon die de werkzaamheden van het Comité voor de projecten zou kunnen belichten.

De deskundigen die niet behoren tot de Diensten van de Regering en van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" genieten een zitgeld van maximum 50 euro per uur.

§ 5. De beslissingen van het Comité voor projecten worden bij consensus genomen onder de aanwezige leden.

Bij gebrek aan dergelijke consensus, worden de beslissingen bedoeld bij het vorige lid bij gewone meerderheid van stemmen genomen.

**Art. 5.** De Minister bevoegd voor de preventie van mishandeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 23 november 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en  
voor de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200167]

**22 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts en vue de supprimer le rang D4 du niveau D**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques au Département de la Nature et des Forêts;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 octobre 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole n° 712 du Comité de secteur XVI, établi le 28 octobre 2016;

Vu l'avis n° 60.146/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5, alinéa 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le mot "quatre" est remplacé par le mot "trois".

**Art. 2.** Dans l'article 6 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 15°, le mot "qualifié" est abrogé;

b) le 16° est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 9 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 septembre 2007 et 15 mai 2014, les mots "d'adjoint qualifié" sont abrogés.

**Art. 4.** Dans l'article 47, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot "et" est inséré entre les mots "d'assistant principal" et les mots "d'adjoint principal" et les mots "et d'adjoint qualifié" sont abrogés.

**Art. 5.** Dans l'intitulé de la sous-section 2, de la section I<sup>re</sup>, du chapitre V, titre, II, Livre I<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les mots "d'adjoint qualifié" sont abrogés.

**Art. 6.** Dans l'article 48 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 4°, le mot "qualifié" est abrogé;

b) le 5° est abrogé.